INDIVIDUAL CONSULTANT PROCUREMENT NOTICE

IC – Recrutement d'un consultant national en charge de l'étude sur les interventions des projets PBF chez les bénéficiaires

Lieu de la mission : **Burundi**

Durée de la mission : **30 jours ouvrables**

Description : **Etude sur les interventions des projets PBF**

Nom du projet : **Appui à la coordination, au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre du programme de consolidation de la paix (2018-2020).**

Les soumissions à savoir une proposition technique et une proposition financière doivent être envoyées, par e-mail jusqu'au **1er Avril 2019** ***à l'adresse :*** ***procurement.bi@undp.org*** *avec la mention :* **« Consultant national en charge de l'étude sur les interventions des projets PBF chez les bénéficiaires »**

I. Contexte et justification de la mission

Le Secrétariat Technique du Fonds de Consolidation de la Paix PBF (ST-PBF), qui organise l'étude susmentionnée, est une structure qui est chargée d'apporter un appui technique et logistique au Comité de Pilotage Conjoint (CPC).

Ses rôles et responsabilités sont:

- Assurer la qualité, la coordination et autre soutien technique aux projets PBF et aux partenaires d'exécution ;
- Apporter des conseils stratégiques au Comité de Pilotage Conjoint (CPC) et à PBSO sur l'appui du PBF ;
- Suit les avancées quant au contexte, besoins et risques liés à la consolidation de la paix et dans les domaines prioritaires du PBF.

Au terme du plan de consolidation de la paix (PPCPIII, 2014-2018), le nouveau cycle de programmation des interventions du PBF (2018-2020), se focalise sur quatre priorités, à savoir :

1) La prévention et la gestion des conflits ;
2) La participation et l'engagement des jeunes et des femmes;
3) L'allègement des conséquences liées au déplacement forcé des populations (réfugiés, rapatriés et déplacés internes) et,
4) Le renforcement de l'Etat de Droit et de la bonne gouvernance.

Ainsi, les projets contribuant à la mise en œuvre du programme de consolidation de la paix (2018-2020) sont-ils récapitulés dans le tableau ci-après :

Priorités	Projets
Priorité 1 **Prévention et résolution des conflits**	**1.** Projet conjoint **"Renforcement des mécanismes locaux de prévention et de résolution des conflits au Burundi »** ***Exécuté par:*** ONU FEMMES (Lead), PNUD, OIM ***Durée*** : Novembre 2018 à Novembre 2020
Priorité 2 Engagement des jeunes et des femmes (et d'autres groupes vulnérables)	**2.** Projet conjoint **« Appui à la Résilience des jeunes face aux conflits sociopolitiques au Burundi »** ***Exécuté par:*** UNFPA (Lead), UNICEF et UNESCO ***Durée*** : Novembre 2018 à Mai 2020
	3. **« Youth LAB (Leaders politiques pour l'Avenir de Burundi) : Donner les moyens aux jeunes de participer aux partis politiques »** ***Exécuté par:*** Netherlands Institute for Multiparty Democracy (NIMD) ***Durée*** : Mars 2018 à août 2019
	4. **« Soutenir les femmes leaders d'aujourd'hui et de demain pour faire avancer la paix au Burundi"** ***Exécuté par:*** Search For Common Ground (SFCG) ***Durée :*** Février 2018 à Août 2019
	5. **« Investir dans la jeunesse pour la cohésion sociale et la paix durable au Burundi »** ***Exécuté par:*** Association de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD) ***Durée :*** décembre 2018 à juin 2020
	6. **« Les jeunes ouvrent la voie à une société inclusive genrée au Burundi»** ***Exécuté par:*** Catholic Organisation for Relief and Development (CORDAID) ***Durée :*** décembre à juin 2020
Priorité 3 **Atténuation des conséquences des déplacements (Personnes Déplacées Internes/ réfugiés et retournés).**	**7.** **Projet conjoint** **«Prévenir les conflits et instaurer la paix en s'attaquant aux facteurs de conflit et d'instabilité liés aux déplacements forcés entre le Burundi et la Tanzanie»** ***Exécuté par:*** PNUD, (Lead au Burundi), OIM, UNHCR au Burundi & Tanzanie ***Durée :*** November à mars 2019

Priorités	Projets
	8. Projet conjoint **«Renforcer la protection, la résilience et la cohésion sociale au niveau communautaire dans les principales zones de retour pour soutenir la réintégration durable des rapatriés au Burundi et promouvoir la paix»** ***Exécuté par:*** UNHCR (Lead), FAO, UNFPA, UNDP ***Durée :*** Janvier 2018 à juin 2019

Comme ce tableau l'indique, les projets PBF en cours sont mis en œuvre, d'une part, par les Agences des Nations-Unies et de l'autre, par les Organisations Non Gouvernementales qui ont été sélectionnées dans le cadre de l'Initiative de Promotion du genre et de la Jeunesse (GYPI). Certains d'entre eux sont encore à leurs débuts tandis que d'autres approchent la clôture.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Appui à la coordination, au suivi et à l'évaluation du programme de consolidation de la paix (2018-2020), il est prévu de réaliser des études/ sondages sur les interventions des projets PBF chez les bénéficiaires.

C'est dans ce cadre que le PNUD à travers le projet susmentionné voudrait recruter un consultant national chargé de mener une étude sur les interventions des projets PBF en faveur des bénéficiaires. Le consultant travaillera sous la supervision et le suivi de la Coordination du Secrétariat Technique PBF (ST-PBF), et sous l'autorité générale du Représentant Résident, a.i, du PNUD.

II. Objectifs de la mission

Objectif principal

La mission a pour objectif de faire une appréciation sur les interventions PBF chez les bénéficiaires pour en informer le Comité de Pilotage pour que, à son tour, il donne des orientations stratégiques pour gérer les risques, atteindre des résultats satisfaisants et produire des effets catalytiques financiers et non financiers.

Les bénéficiaires visés sont de diverses catégories comme cela ressort des documents de projets (PRODOCs). Il s'agit essentiellement : des jeunes filles et garçons affiliés aux partis politiques, les femmes leaders, les rapatriés, les personnes déplacés, l'administration, etc.

L'étude permettra d'avoir une meilleure compréhension de l'état d'avancement des projets et de leurs effets sur le bien-être et les compétences des bénéficiaires ; ce qui est particulièrement important et pertinent pour des activités aussi sensibles et qualitatives que celles de la consolidation de la paix.

Objectifs spécifiques

- Recueillir des témoignages sous forme d'évidences (preuves) d'impact précoce du projet chez les bénéficiaires ;
- Recueillir des avis et considérations ; et avoir ainsi accès aux commentaires faits sur le projet en temps réel et directement des parties prenantes afin que des ajustements puissent être opérés;
- Donner des orientations en vue de développer une plus grande capacité à adapter les projets actuels et futurs aux besoins locaux, notamment en veillant au respect du principe « Do No Harm » et à une plus grande implication des bénéficiaires dans la mise en œuvre du projet.

Pour ce faire, le consultant aura pour principales tâches de :

- Consulter et assimiler la documentation sur le programme de consolidation de la paix (2018-2020), les documents des projets visés, les rapports de sondages déjà effectués, etc…).

- Consulter les différentes parties prenantes dans les domaines de priorités concernés par l'étude et développer, avec eux, des stratégies pour approcher les communautés et/ou catégories concernées afin de faire une appréciation sur les interventions;
- Concevoir une méthodologie adéquate (en prenant en compte des méthodes quantitatives et qualitatives) et des moyens à mettre en œuvre pour mener à bon port la mission ;
- Organiser l'étude de façon à toucher même certaines catégories de personnes qui ne sont pas des bénéficiaires directs des interventions des projets (ex : l'administration communale, les leaders communautaires) ; cela permettra de se rendre compte de la contribution réelle des projets en matière de renforcement du leadership féminin, l'engagement de la jeunesse et la satisfaction des besoins des rapatriés et des personnes déplacées.
- Rédiger un rapport des résultats de l'étude ;
- Animer un atelier de validation du rapport de l'étude

Missions de terrain :
Le consultant devra prévoir dans son offre les frais nécessaires à la réalisation d'une mission de terrain dont le nombre de jours sera précisé dans la méthodologie finale qui sera adoptée de commun accord avec le commanditaire de l'Etude.

Le consultant devra établir un échantillonnage représentatif pour l'étude en précisant le nombre nécessaire des enquêteurs. Le travail de terrain ne devrait pas excéder 15 jours et les frais des enquêteurs seront considérés dans les frais relatifs à l'étude proposés par le consultant et susceptibles d'être négociés selon les normes des Nations unies.

III. Résultats attendus de la mission

- Un rapport de l'étude permettant de mesurer les progrès et l'appréciation des projets par les bénéficiaires ; d'identifier les défis et de tirer des leçons en matière de consolidation de la paix au niveau national et communautaire ;
- Un rapport de l'atelier de présentation et de validation des résultats de l'étude

Livrables

- Méthodologie détaillée avec un échantillonnage réaliste, des questionnaires et un chronogramme finalisé avec le nombre de jours sur terrain (5 jours après le début de la mission) ;
- Rapport provisoire servant de support à l'atelier de validation (au 20e jour de la mission) ;
- Animation de l'atelier de validation du rapport (25e jour de la mission)
- Rapport final des résultats du sondage des perceptions intégrant les observations formulées lors de l'atelier de validation (30e jour de la mission).

NB : Le consultant doit avoir la capacité à mener la mission selon les termes contractuels ; le calendrier d'exécution ne pourra être conditionné à la libération effective des paiements.

Critère de qualité

Validation du rapport des résultats du sondage par les parties prenantes.

Date de remise des livrables : au 30è jour ouvrable après le début de la mission
Format : J+ XXXXX (J = début du contrat – X : nombre de jours requis)

IV. Qualifications

Qualification académique :

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire de niveau maitrise en sciences sociales, socio-économie, anthropologie ou toute autre discipline assimilée

Expérience professionnelle :

- Avoir une expérience pertinente d'au moins 5 ans en suivi-évaluation des projets et particulièrement dans la réalisation des enquêtes participatives au niveau communautaire (indiquer au moins 2 travaux déjà réalisés en tant que consultant) ;
- Avoir une expérience pertinente d'au moins 5 ans en formulation et planification des projets au niveau communautaire ; y compris les projets de consolidation de la paix;
- Avoir des connaissances sur les projets de la consolidation de la paix ;
- Avoir une expérience avec le SNU ou avec d'autres organisations internationales œuvrant dans le domaine de la consolidation de la paix serait un atout.

Compétences et aptitudes :

- Bonnes aptitudes interpersonnelles et de travail en équipe ;
- Excellences capacités de communication rédactionnelles ;
- Très motivé avec une habilité à travailler avec un minimum de supervision ;
- Maitrise de la langue française et bonne connaissance de l'anglais ;
- Bonne maitrise des outils informatiques (MS WORD, EXCEL, POWERPOINT, INTERNET, etc).

V. Documents à fournir dans le dossier de candidature

Les consultants intéressés doivent présenter un dossier de candidature comprenant les éléments suivants :

Une proposition technique

- Lettre de motivation ;
- Présentation détaillée de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée qui sera base de la mission mais susceptible d'être rediscutée avec le commanditaire de l'étude;
- CV incluant l'expérience dans des projets PBF, genre ou jeunesse et au moins 3 références et leurs contacts ainsi que les attestations de services rendus performants pour les missions similaires
- Formulaire P11 dûment rempli et signé.

Une proposition financière

La proposition financière doit être soumise sur la base de l'approche forfaitaire (lump sum) et libellée en FBU.

Le consultant doit indiquer/détailler dans sa proposition financière tous les coûts relatifs à la mission, y compris les honoraires et les frais de séjour sur le terrain, en tenant compte du nombre de jours de travail prévus.

Toute dépense non prévue par les TDRs ou explicitement inscrite à l'offre financière telle qu'acceptée par le PNUD, quelle qu'en soit la nature, doit être convenue entre le Bureau du PNUD et le consultant individuel à l'avance, sous peine de ne pas être remboursée.

Par ailleurs, les candidats voudront bien noter que les paiements ne pourront être effectués que sur la base des produits livrés, c'est-à-dire sur présentation du résultat des services spécifiés dans les TDR et

après validation de ces livrables par le responsable désigné par le PNUD. Pour la présente mission, les paiements seront effectués en se basant sur la fréquence des livrables.

Les candidats pourront être invités ou contactés par téléphone à la fin du processus d'évaluation technique. Aucune note ne sera donnée à cet entretien, mais il sera utilisé pour valider les points donnés au cours de l'évaluation technique et permettra de mesurer/évaluer la bonne connaissance du candidat de l'objet des TDRs.

En cas d'insatisfaction justifiée, le PNUD se réserve le droit de ne pas considérer le candidat.

Les candidats consultants seront évalués sur base de la méthodologie suivante :

Analyse cumulative : Le contrat sera accordé au consultant dont l'offre aura été évaluée et confirmée comme:

- En adéquation avec les Termes de Référence de la mission
- Ayant obtenu le plus haut score à l'évaluation combinée de l'offre technique et financière.
  * Evaluation Technique : 70 %
  * Evaluation financière : 30 %

Seuls les candidats obtenant un minimum de 70 points/100points seront considérés pour l'évaluation financière.

Exemple de Grille Evaluation :

Critères	**Max. Point (70 pts)**
Maitrise en sciences sociales ou autre discipline assimilée	Critère exclusif
Maitrise de la langue française comme langue de travail	Critère exclusif
Avoir une expérience pertinente d'au moins 5 ans en suivi-évaluation et particulièrement dans la réalisation des enquêtes participatives au niveau communautaire	Exclusif pour le minimum requis – notation pondérée pour années supplémentaires pertinentes / 20
Avoir au moins 5 ans en planification des projets au niveau communautaire ; y compris les projets de consolidation de la paix	/10
Présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée	/40

Fait à Bujumbura, le 11/3/2019